

l'enseignement en question(s)

« Il faut une tolérance zéro face au harcèlement scolaire »

Nora Fraisse sort un livre électrochoc : sa fille s'est suicidée après de longs mois de harcèlement à l'école. Elle épingle le manque de réponse de la part des autorités et des institutions.

ENTRETIEN

Marion, 13 ans pour toujours». C'est le titre choisi par Nora Fraisse pour évoquer l'histoire de sa fille, décédée après avoir été la cible de harcèlement à l'école. Nora s'est pendue avec un foulard le 13 février 2013. À côté de son lit, on a retrouvé son téléphone, pendu lui aussi, pour couper symboliquement la parole à ses harceleurs. La police a retrouvé une lettre d'adieu : « Vous avez été tous géniaux mais vous êtes allés beaucoup trop loin dans cette histoire. "Faux-cul", "sans amie", "on va te niquer à ton retour", "bolosse", "sale pute"... OK, je n'ai jamais réussi à dire ce que j'avais sur le cœur, mais maintenant je le fais, même si mon cœur ne bat plus. »

Depuis qu'elle a lu ces mots, Nora Fraisse n'a de cesse de combattre « le fléau » à cause duquel sa fille est morte. En s'exprimant dans les médias, en donnant des conférences dans les écoles et... par l'écriture. Elle a aussi créé une association, « La Main tendue ». En France, le phénomène toucherait 700.000 élèves.

Dans le livre, vous tutoyez Marion du début à la fin. Pourquoi ?

J'avais tellement besoin de communiquer avec elle ! On a toujours énormément parlé, l'absence de communication a été très dure. Le fait que je m'adresse directement à elle est un parti pris. Évidemment,

elle est morte. Mais j'avais envie de lui raconter l'histoire, ce qu'il se passait : le collège qui nous tourne le dos, l'institution qui nous méprise, les voisins qui nous évitent, les condoléances qu'on ne reçoit pas... Évidemment c'est triste, mais on ne tombe pas dans le « sans toi, la vie est fichue, je n'arrête pas de pleurer »... Ce n'est pas cela. Les gens le savent. Quand on perd un être cher, on ne s'en remet pas. Mais il faut continuer. J'ai choisi le combat.

Aucun représentant de l'école n'a présenté de condoléances... Ce n'est pas que l'école, en fait c'est un déni collectif. C'est ce que j'essaie de démontrer aujourd'hui : ils ne peuvent agir ainsi que parce qu'on le leur permet. Pourtant, au-delà de la fonction, il y a des hommes et des femmes. Derrière un homme ou une femme, il y a ce qu'on appelle l'humanité, la compassion, l'empathie. Ma fille a laissé une lettre, un communiqué même, elle a mis son numéro d'étudiante dedans, un matricule comme dans une prison ! C'est terrible. Et on nous répond : « Non, non, il ne s'est rien passé. »

Aujourd'hui, que ressentez-vous par rapport à l'institution

scolaire ? De la colère ? Non, ce n'est pas de la colère, c'est une espèce de dégoût, un écœurement, une envie de vomir. C'était très physique. Je

me suis dit : « C'est à ces gens-là que j'ai laissé ma fille ? » Je comprends certains moments de l'histoire de France où on a fermé les yeux, où on a laissé des wagons partir. Heureusement, il y a des gens bien.

Qu'est-ce qui a fait basculer Marion ?

Les personnes en lesquelles elle croyait le plus ont basculé du côté des harceleurs. Quand on est ado, les amis, c'est la famille. Là, la famille de Marion l'a laissée comme une moins que rien.

Marion n'a pas osé vous parler de ce qu'il se passait.

J'ai beaucoup culpabilisé de ne pas avoir vu les signaux. En fait, elle en a donné mais pas à sa famille. Vous vous refaites le film 100 fois, vous vous demandez ce que vous avez raté. En préparant le documentaire « Souffre-douleur, ils se manifestent » pour France 2, j'ai rencontré plusieurs jeunes victimes de harcèlement qui m'ont confié n'avoir rien dit à leurs parents car ils avaient honte. Ça m'a un peu réconfortée. Tous les enfants racontent la même histoire. On nous dit de briser la loi du silence. Ma fille l'a fait, mais on ne l'écoute ni morte ni vivante.

Y a-t-il du changement depuis que vous menez ce combat ?

Oui et non. Oui, car enfin, les victimes prennent la parole. Les journaux se sont appropriés le sujet, le livre se vend

bien en France. J'ai énormément de retours. J'imaginais ce

livre entre les mains d'adultes mais mes lecteurs sont beaucoup des enfants, entre 11 et 18 ans. J'ai reçu beaucoup de messages privés de jeunes harcelés, qui m'ont écrit en disant qu'ils allaient briser le silence. Une jeune fille m'a demandé de le dire à sa maman à sa place. Des harceleurs m'ont aussi contactée. « Madame, j'ai lu votre livre et je me suis rendu compte que ce que je faisais était mal. » Pour Marion, c'est génial de voir tout cela. La réponse est aussi non, car côté institutionnel, ça ne bouge pas beaucoup. Alors que c'est possible... En Angleterre, suite à deux suicides, on a mis en place une politique nationale proactive.

Prônez-vous la tolérance zéro ?

Tout à fait. J'ai choisi mon camp, je suis du côté des victimes. Ce qui se passe du côté des harceleurs, cela ne m'intéresse pas, c'est le problème de la société. C'est un problème de santé publique. Je dis : stop au déni. ■

Propos recueillis par
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

Marion, 13 ans pour toujours
NORA FRAISSE
Ed. Calmann-Levy, 2015,
16,5 €.



chiffres clés 35 % d'élèves francophones se disent concernés

Bien entendu, toutes les victimes de harcèlement scolaire ne tentent pas de mettre fin à leurs jours, par contre toutes vivent très mal les quolibets, les coups, les gestes déplacés... En fait, à l'instar de Lars, ce jeune néerlandophone qui s'est suicidé en février dernier, le geste ultime n'est que la pointe immergée d'un iceberg bien implanté dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Données clés.

35 % Benoît Galand, chercheur et enseignant à la faculté de psychologie de l'UCL, est un des spécialistes du harcèlement en Fédération Wallonie-Bruxelles. Avec son équipe, il a géré plusieurs études sur le sujet, dont la plus importante a été clôturée en 2013. Elle a sondé le comportement de 6.452 élèves issus de 90 écoles et scolarisés de la sixième primaire à la troisième secondaire. Principal enseignement : dans cette tranche d'âge, 35 % des élèves se disent concernés par le phénomène, soit comme auteur (13,9 %), soit comme victime (16,4 %) soit comme auteur et

victime à la fois (4,7 %). En regroupant ces deux dernières données on constate que plus d'un élève sur cinq (21,1 %) est un jour victime de harcèlement !

28 % Pour mieux « apprécier » ces chiffres, il convient de les comparer avec ceux d'une autre étude menée à l'échelle européenne. En moyenne en Europe, on ne compte « que » 28 % de jeunes concernés par le phénomène. Si le différentiel défavorable à notre région tient en partie à la méthodologie d'enquête, il tient aussi à notre culture scolaire. « Plus un système scolaire est inégal, plus la violence et le harcèlement y sont exacerbés », expliquait en juin Benoît Galand. Or, on sait que la Fédération Wallonie-Bruxelles organise un enseignement inégalitaire. Donc, si nous sommes au-dessus de la moyenne, c'est sans doute aussi en raison de cette situation. »

5 Dans une autre étude menée sur 2.200 élèves, Benoît Galand met en lumière cinq profils de

harceleur. Il différencie la « déviance », la « détresse », la « dominance », le « besoin de protection » et la « compensation ». L'étude met en évidence l'importance des hypothèses de déviance et de dominance. « Le harcèlement est en partie lié à des problèmes de comportement externalisés qui ne se limitent pas aux relations entre pairs », explique Benoît Galand. Il est également lié à des « attitudes ou croyances qui considèrent l'usage de la force comme un moyen légitime, efficace et nécessaire pour établir son statut, défendre sa réputation ». Difficile d'entrer dans tous les détails, mais l'analyse bat en brèche l'hypothèse d'une violence gratuite pour mettre en lumière la dimension rationnelle, réfléchie et stratégique de l'agressivité répétée de jeunes par rapport à d'autres jeunes.

2.347 Durant l'année scolaire 2013-2014, 2.347 élèves ont été exclus de l'enseignement fondamental et secondaire. Les incivilités apparaissent tout en haut de la liste des motifs d'exclusion alors que les violences morales

ne représentent « que » 22 % des renvois d'élèves.

66 % Un numéro vert « École et parents » (1) a été mis en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles depuis avril 2012. Parmi les appels, un quart dénonce des faits de violence à l'école qui, pour les deux tiers, font référence à de la violence morale (menace, insulte, bouc émissaire...).

1.078 Un autre numéro vert réservé aux enseignants (2) met notamment en lumière la violence à leur égard. Sur 1.800 appels reçus, 1.078 émanent de professeurs se plaignant de moqueries, rumeurs, menaces, intimidations... Ils pointent les supérieurs hiérarchiques (46 % des cas), les collègues (32 %), les élèves (32 %) et les parents (5 %). ■

ÉRIC BURGRAFF

(1) 0800/95.580

(2) 0800/20.410